

À l'attention de :

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de [Ville]

De la part de :

[Nom et Prénom du parent ou représentant légal]

[Adresse complète]

[Téléphone]

[Email]

Objet : Référé-liberté pour absence de mise en place d'un AESH individuel – Violation du droit à l'éducation de [Nom et Prénom de l'enfant]

[Ville], le [Date]

Monsieur le Président,

Je soussigné(e), [Nom et Prénom], parent/représentant légal de [Nom et Prénom de l'enfant], né(e) le [date de naissance], actuellement scolarisé(e) en classe de [classe] au sein de [nom de l'établissement], me permets de vous saisir par la présente d'un référé-liberté, conformément à l'article L. 521-2 du Code de justice administrative.

Faits :

Mon enfant a été reconnu en situation de handicap par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH), qui a rendu une notification en date du [date de la notification] indiquant la nécessité de la mise en place d'un Accompagnant des Élèves en Situation de Handicap (AESH) individuel pour permettre à [Nom de l'enfant] de suivre normalement sa scolarité.

Malgré cette notification, à ce jour, aucun AESH individuel n'a été affecté à mon enfant. Cette absence d'accompagnement compromet gravement son accès à l'éducation, en méconnaissance de son droit fondamental à l'instruction garanti par l'article L. 111-1 du Code de l'éducation et la Convention relative aux droits des personnes handicapées ratifiée par la France.

En effet, cette situation rend l'intégration scolaire de mon enfant particulièrement difficile, voire impossible, et porte une atteinte manifeste à ses droits fondamentaux, notamment à son droit à l'égalité des chances et à une éducation adaptée à ses besoins spécifiques.

Caractère urgent de la demande :

L'urgence est caractérisée par le fait que chaque jour où mon enfant est privé de l'accompagnement nécessaire, son droit à l'éducation est gravement menacé, avec des répercussions importantes sur son apprentissage, son développement et son bien-être.

Je sollicite donc qu'il vous plaise, Monsieur le Président, d'enjoindre à l'administration de prendre toutes les mesures nécessaires pour que la notification de la MDPH soit respectée et qu'un AESH individuel soit affecté à mon enfant dans les plus brefs délais.

En conséquence, je vous demande :

- De constater l'atteinte grave et manifestement illégale portée au droit à l'éducation de mon enfant.
- D'enjoindre l'administration de procéder à la mise en place immédiate de l'accompagnement d'un AESH individuel conformément à la notification de la MDPH, sous astreinte de [montant en euros] par jour de retard.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma respectueuse considération.

[Signature]

[Nom et Prénom du demandeur]